

Concours interne de l'agrégation du second degré

Concours interne d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs agrégés dans les établissements d'enseignements privés sous contrat du second degré (CAER)

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2015

Épreuves écrites et orales

I – Littérature

- 1 – William Shakespeare. *Love's Labour's Lost* [1598]. William Carroll, ed. Cambridge: Cambridge University Press (The New Cambridge Shakespeare), 2009.
- 2 – Edith Wharton. *The House of Mirth* [1905]. Elizabeth Ammons, ed. New York: W.W. Norton Critical Edition, 1990, et le film de Terence Davies. *The House of Mirth*, 2000.
- 3 – Alice Munro. *Dance of the Happy Shades* [1968]. London: Vintage, 2000.

N.B. Les éditions sont données à titre indicatif.

II – Civilisation

1 – La Grande Famine en Irlande (1845-1851)

L'événement qui retient sans doute le plus l'attention dans l'histoire irlandaise est la Grande Famine, qui commence en 1845, s'étend à toute l'île l'année suivante, et s'installe jusqu'en 1849, réduisant à quelque six millions en 1851 une population estimée à plus de huit millions en 1845, en raison de la mortalité et de l'émigration.

Il conviendra d'aborder cette question en ayant conscience des enjeux interprétatifs et historiographiques. L'ampleur du phénomène le rend impossible à quantifier précisément, ce qui a longtemps suscité et entretenu une querelle de chiffres : l'historiographie nationaliste de la Famine a opté pour une estimation haute, tandis que des lectures qualifiées de révisionnistes ont longtemps tendu à minorer la mortalité de la Famine. Au moment des faits, les contemporains ont divergé dans leurs interprétations. Certains ont pu y voir la conséquence logique de l'incurie d'un peuple paresseux ou rebelle, voire une sanction divine à l'encontre d'une population majoritairement catholique. Inversement, d'autres y ont lu l'échec manifeste de l'Union de 1801 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, allant parfois jusqu'à y voir un dessein caché de la part du gouvernement britannique, qui aurait délibérément laissé mourir la population irlandaise, afin de laisser s'effectuer d'elle-même une réforme agraire de grande ampleur et pour se débarrasser des tensions économiques et politiques qui caractérisaient alors l'Irlande. Cette dimension de la question ne doit cependant pas se substituer à la question elle-même. Elle doit toutefois être envisagée et posée de prime abord, afin de permettre une meilleure approche des sources et documents et de permettre la compréhension de la signification de cet épisode dans l'histoire du Royaume-Uni, dans l'histoire irlandaise, et dans l'histoire des relations entre l'Irlande et la Grande-Bretagne.

On s'interrogera sur les conditions de la survenue de cet événement : une forte croissance démographique, un faible développement industriel qui maintient la population sur la terre, un mode d'exploitation des terres et un système de sous-location ayant abouti à ce qu'au moins un tiers de la population soit exclusivement dépendant de sa récolte de pommes de terre de l'année. On observera aussi le dispositif existant pour tenter

de pallier la pauvreté endémique, et la vulnérabilité de la population : la loi sur les Pauvres de 1838, qui, s'inspirant de la loi anglaise sur les Pauvres de 1834, appliqua à l'Irlande le système des *workhouses*, et s'avéra remarquablement inefficace lors de la Famine.

L'étude des réactions officielles britanniques mettra en évidence des changements politiques, ainsi que des changements ou continuités de paradigme. La transition vers le libre-échange économique est en cours ; les préoccupations humanitaires et sanitaires vont parfois à l'encontre du laissez faire dominant l'approche des questions sociales ; enfin, dans l'approche des questions irlandaises, la classe politique continue d'osciller entre l'adoption de mesures spécifiques, et la certitude que les diverses crises seraient résolues *in fine* par la poursuite de l'assimilation législative. Peel, le Premier ministre au début des événements, connaissait bien l'Irlande ; il fit rapidement adopter un programme de travaux publics financés par le Trésor, un contrôle des prix des céréales, et la vente à bas coût ou la distribution de farine de maïs. En pleine abrogation des lois sur le Blé à Westminster, il n'était pas envisageable d'aller plus loin ; et si le gouvernement *whig* qui suivit la chute politique de Peel renforça ces dispositifs, cela fut insuffisant pour enrayer la famine, et surtout son cortège de pathologies associées, qui tuèrent davantage que la faim elle-même. Les soupes populaires, mises en place en février 1847, furent abandonnées à l'automne, tandis que le principe de l'aide au sein des *workhouses* était réaffirmé. Il ne fut pas davantage envisagé de prendre des mesures qui auraient interféré avec les lois du marché ou avec les droits des propriétaires, et la vente de bovins irlandais en Angleterre, ainsi que les expulsions de paysans incapables de s'acquitter de leur fermage, continuèrent d'attiser le ressentiment populaire, contre l'Angleterre et contre les propriétaires anglo-irlandais.

Sur le terrain, les aides les plus efficaces provinrent de sources caritatives ou philanthropiques, dont on abordera le dynamisme et la contribution. Si l'aide apportée par les Quakers fut unanimement saluée, il y eut aussi des initiatives ouvertement prosélytes, qui contribuèrent à renforcer des animosités socio-religieuses déjà vivaces. La population britannique, informée, contribua de manière significative, via des dons à des sociétés caritatives ou philanthropiques. Néanmoins, cet élan initial fut freiné par la persistance du phénomène, ainsi que par des événements qui purent être interprétés comme des manifestations d'ingratitude : l'élection de trente-six députés (sur les cent membres de la représentation irlandaise à la Chambre des Communes) en faveur de l'abrogation de l'Union lors des élections de 1847, et le soulèvement manqué, mené par William Smith O'Brien à l'été 1848. Ces deux événements fourniront un éclairage sur ce qui, à cette période, subsiste du cadre antérieur de la contestation politique en Irlande : le nationalisme constitutionnel d'une part, et le nationalisme culturel d'inspiration révolutionnaire et romantique d'autre part.

Il faudra enfin envisager les conséquences de la Famine. Si les années 1849-1851 furent des années de retour à la normale pour la production de la pomme de terre, et de consolidation de l'état de santé de la population restante, elles font apparaître un pays profondément transformé. En premier lieu, une restructuration des terres agricoles a été opérée *de facto*, par l'élimination des paysans les plus vulnérables ; beaucoup de propriétaires fonciers en ressortent toutefois économiquement affaiblis. L'impact est également très net sur la démographie : la surmortalité et la sous-natalité liées à la famine, les nouveaux comportements induits par le caractère traumatique de l'événement, ainsi que l'émigration, ont cassé et inversé très durablement la courbe démographique en Irlande. Il existait un flux migratoire antérieur ; celui-ci s'est intensifié fortement pendant la Famine, tout en changeant de nature, évoluant très vite vers une émigration massive et paupérisée, transportée à bord de *coffin ships*, devenus tristement célèbres. Ce nouveau schéma allait perdurer durant des décennies. Il ne s'agira pas ici d'étudier la diaspora irlandaise, mais de regarder succinctement les flux migratoires dans la durée, en volume et en zones principales de destination. Dans les décennies suivantes, chez la population qui demeure, on observe un recul de l'âge du mariage accompagné logiquement d'une baisse de la natalité, ainsi que, au sein de la majorité catholique, d'une hausse perceptible de l'entrée dans les ordres séculiers ou réguliers. Ici encore, il ne s'agira pas de s'engager dans une étude approfondie des comportements démographiques, mais de pouvoir cerner les contours de la nouvelle société irlandaise qui se met en place après la Famine, en réponse à celle-ci, et durablement.

2 – Les années Roosevelt aux États-Unis (1932-1945)

La période qui a le plus façonné les États-Unis contemporains est sans aucun doute la présidence de Franklin Delano Roosevelt. Les changements considérables qui affectèrent alors le pays s'articulent autour de deux grands axes chronologiques et problématiques : le *New Deal* pendant les années trente et le *Home Front* pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il conviendra d'abord d'analyser la nature et la signification historique du *New Deal*. On verra comment Roosevelt, dès 1932 et sa promesse d'utiliser l'État fédéral pour construire un nouvel « ordre économique constitutionnel », posa les premiers jalons d'une ambitieuse reconstruction idéologique qui aboutit à la création du libéralisme américain moderne et à la redéfinition historique du contrat social aux États-Unis. Cette mutation idéologique sous-tendra l'étude des nouveaux instruments politiques, économiques, sociaux

et bureaucratiques que Roosevelt mit en place afin de garantir aux Américains un niveau minimal de sécurité par rapport aux risques inhérents à l'économie de marché, comme l'illustrent les deux grands moments d'intense activité législative des années Roosevelt : les Cent Jours de 1933 et le Second *New Deal* de 1935. La transformation de l'État en contre-pouvoir par rapport à la puissance économique privée étant alors inédite dans l'histoire des États-Unis, il faudra examiner avec attention comment Roosevelt sut développer un argumentaire précis pour prouver la compatibilité de ses innovations idéologiques avec la tradition constitutionnelle américaine – argumentaire qui conduisit à une complète redéfinition des concepts de « liberté » et de « droits » aux États-Unis, avec des conséquences sociales et politiques à très long terme dans l'histoire du pays.

À cette évolution idéologique correspondent logiquement des transformations politiques et institutionnelles profondes. Les élections de 1932 et de 1936 sont considérées comme des élections de réaligement qui aboutirent à un nouveau système de partis et donnèrent naissance à une nouvelle coalition électorale démocrate. En ce sens, les années Roosevelt doivent être comprises comme l'arrivée marquée et durable de l'Amérique urbaine, immigrée, industrielle et syndicale dans le jeu politique national, mais aussi comme un tournant historique de restructuration du pouvoir local (avec notamment le remplacement progressif des machines urbaines tenues par les partis politiques par les agences fédérales en charge de l'État-providence naissant). On verra également que les valeurs libérales de Roosevelt impliquaient une reconfiguration institutionnelle profonde, les responsabilités sociales et économiques de l'État nécessitant en effet un renforcement du gouvernement fédéral, et plus exactement de sa branche exécutive. Ce sujet s'intéressera donc aux dimensions autant administratives (*Executive Reorganization Act*, réforme de la fonction publique) que rhétoriques (nouvelles stratégies de communication, utilisation stratégique de la radio) de ce processus de concentration du pouvoir dans les mains de l'État fédéral et de naissance de la présidence moderne. La réflexion devra également prendre en compte les divers mouvements de résistance déclenchés par ces réformes de grande envergure. Roosevelt rencontra ainsi l'hostilité d'une partie de l'opinion (venue aussi bien de la gauche que de la droite), ainsi que celle de la Cour Suprême (d'où son célèbre *Court-Packing Plan*) et du Congrès. L'analyse des relations très tendues entre Roosevelt et les barons sudistes du Sénat permettra de mettre en lumière le rapport de force complexe entre l'exécutif, le législatif et le Parti démocrate, qui perdura tout au long des années Roosevelt.

On élargira ces perspectives par un examen approfondi de l'impact concret de la présidence Roosevelt sur la population américaine. On pourra par exemple aborder la question raciale : comment Roosevelt a-t-il géré les problèmes socio-économiques très spécifiques du Sud et la question de la ségrégation ? Si Roosevelt n'a pu impulser aucune avancée significative sur la question des droits civiques, les programmes du *New Deal* ont néanmoins énormément apporté à la communauté africaine-américaine sur le plan social, d'où le basculement historique de l'électorat noir vers le Parti démocrate à partir de 1936. Il faudra aussi prêter une attention particulière au fait que les années Roosevelt furent celles d'une visibilité sans précédent des femmes américaines dans la vie politique et intellectuelle du pays, et d'une respectabilité nouvelle accordée par le pouvoir politique au monde artistique alors en pleine effervescence. En se penchant sur la nouvelle relation qui se développa alors entre les citoyens et l'État, on pourra montrer comment les années Roosevelt ont transformé la vie quotidienne de millions d'Américains, en particulier ceux qui vivaient jusque-là à la marge sociale, raciale ou politique du système. Un débat historiographique vivace existe sur le bilan du *New Deal*, qu'il sera également nécessaire de prendre en considération : quel était le degré de cohérence idéologique des réformes rooseveltiennes ? Pourquoi certains des programmes phares du *New Deal* ont-ils échoué ? Le *New Deal* était-il au bout du compte trop timide ou trop excessif sur le plan idéologique ?

Le second pan thématique porté par ce sujet, l'étude du *Home Front* pendant la Seconde Guerre mondiale, apportera des réponses précieuses à ces questionnements (N.B. : l'éclairage sur la politique intérieure exclut les dimensions internationales, diplomatiques, militaires ou stratégiques des années de guerre). On verra ainsi :

- comment, loin de mettre un terme à la dynamique rooseveltienne, les années de guerre ont au contraire permis la poursuite, voire l'amplification, des bouleversements apparus aux États-Unis dans les années trente. La guerre ne fit que renforcer la détermination de Roosevelt d'utiliser l'État fédéral pour garantir la sécurité socio-économique des Américains (défense des Quatre Libertés, promesse de donner au pays un *Economic Bill of Rights*, *GI Bill*, etc.).
- comment le partenariat entre les agences fédérales et le secteur privé pour adapter la machine industrielle américaine à une économie de guerre permit à l'État administratif né pendant le *New Deal* de s'affirmer définitivement comme un modèle institutionnel sur lequel l'on n'allait plus revenir ;
- comment le souci constant de Roosevelt de voir l'effort de guerre piloté par l'État fédéral, ainsi que les grandes réformes fiscales nécessaires pour financer la guerre, confirmèrent le rôle désormais central de Washington dans la vie économique du pays ;

- comment les tensions politiques qui avaient marqué le *New Deal* s'aggravèrent pendant la guerre, essentiellement à cause de la persistance des luttes intestines au sein du Parti démocrate.

Enfin, il sera capital de prendre en compte les répercussions de la mobilisation militaire sur la société civile américaine, tant sur les plans économique (retour à la prospérité et à la consommation de masse), que politique et culturel (participation massive des femmes à l'effort de guerre, poids de l'expérience militaire dans la formation de l'identité de millions de soldats de la *Greatest Generation*, influence dans la culture populaire de la propagande gouvernementale sur la justification de la guerre), mais aussi démographique (début du *baby boom*, poursuite de l'exode rural et des grands mouvements de migrations intérieures vers l'Ouest et les grandes villes du Nord) et ethnique (internement des Japonais-Américains, recrudescence de l'activisme noir pour dénoncer la ségrégation dans l'armée, etc.).